



UNE ANNÉE EN REVUE

POUR UNE TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE PERFORMANTE



SOMMAIRE

MESSAGE DU DIRECTEUR	4
CHIFFRES CLÉS DE 2018	6
CHAPITRE 1 PROMOUVOIR L'ENTREPRENEURIAT ET L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES	8
CHAPITRE 2 AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ ET LA RENTABILITÉ	15
CHAPITRE 3 AMÉLIORER LA RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	26
CHAPITRE 4 L'ÉMANCIPATION DES FEMMES DANS L'AGROBUSINESS	33
CHAPITRE 5 TIRER LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE	36
MEMBRES DU PERSONNEL EN 2018	40

PROMOUVOIR L'ENTREPRENEURIAT ET L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES	CHAPITRE 1
Des jeunes femmes prennent la tête du Pitch AgriHack	9
Promouvoir l'emploi des jeunes dans la filière riz	11
L'agrobusiness pour émanciper les jeunes au Kenya	13
AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ ET LA RENTABILITÉ	CHAPITRE 2
Solutions intelligentes, prêts ciblés et rendements en hausse	16
Exploiter la puissance des données	18
L'Afrique, les yeux dans le ciel	20
Doper les prix et la rentabilité sur le marché des céréales en Afrique	22
Les TIC dynamisent l'agriculture aux Samoa	24

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

CHAPITRE 3

L'adaptation au changement climatique
de l'élevage en Afrique de l'Est 27

L'adaptation au changement climatique
en Afrique australe 29

Assurance : sauver des vies, préserver les moyens
de subsistance 31

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES DANS L'AGROBUSINESS

CHAPITRE 4

L'émancipation des femmes dans l'agrobusiness 34

TIRER LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

CHAPITRE 5

Tirer les leçons de l'expérience 37

COORDINATION

Anne Legroscollard, CTA
Murielle Vandreck, CTA

ÉCRIT PAR

Charlie Pye-Smith, UK

TRADUIT PAR

ISO Translation, Belgique

ÉDITÉ PAR

Matthieu Rostac, France

GRAPHIC DESIGN ET MISE EN PAGE

Until Sunday

CTA 2019 – ISBN 978-92-9081-649-2

Cover image: ©CTA



Accorder la priorité à la digitalisation pour favoriser la transformation agricole porteres fruits : accroissement des rendements et des niveaux de vie, augmentation de l'efficacité des chaînes de valeur et amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

Michael Hailu, Directeur du CTA





MESSAGE DU DIRECTEUR

Le CTA vient de vivre une année aussi passionnante qu'importante. Grâce au lancement de nombreux projets et l'établissement de nouveaux partenariats, le CTA est bien placé pour faire la différence dans la vie de ceux qui en ont le plus besoin. Nos interventions améliorent la vie et le bien-être de centaines de milliers de petits producteurs dans les pays ACP.

Notre stratégie repose sur trois domaines d'intervention. Le premier consiste à promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes et à créer des emplois pour eux, en particulier grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le deuxième, la digitalisation, se retrouve dans toutes les interventions. Il vise à utiliser les applications numériques pour transformer les modèles d'entreprise et créer de nouvelles sources de revenus dans les chaînes de valeur agricoles. Quant au troisième, il a pour but de promouvoir les pratiques agricoles intelligentes face au climat pour améliorer la résilience des producteurs au changement climatique.

Accorder la priorité à la digitalisation pour favoriser la transformation agricole porte ses fruits : accroissement des rendements et des niveaux de vie, augmentation de l'efficacité des chaînes de valeur et amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Redorer le blason de l'agriculture aux yeux des jeunes est aussi essentiel. L'utilisation d'un large éventail d'applications technologiques, du smartphone au

drone, aide les petits agriculteurs à accéder à l'information et aux données dont ils ont besoin pour transformer leur activité. L'un des objectifs du plan stratégique du CTA 2016-2020 était de toucher 1 million d'agriculteurs, un objectif que la digitalisation nous aide à atteindre.

Dans bon nombre d'activités, nous accordons énormément d'importance aux mesures visant à appuyer la jeunesse et à promouvoir l'émancipation des femmes. Un exemple, pour n'en citer qu'un : le concours Pitch Agri-Hack du CTA organisé en septembre 2018 au Rwanda en marge du Forum sur la révolution verte en Afrique et ayant pour thème « Des femmes chefs d'entreprise qui innovent au service de la transformation agricole ».

Lors de la cérémonie de distribution des prix, à laquelle ont assisté quatre chefs d'État et une vingtaine de ministres, j'ai eu le privilège de déclarer que les jeunes 26 chefs d'entreprise arrivés en finale – 14 femmes et 12 hommes – aidaient à transformer l'agriculture pour les générations futures et montraient aux jeunes tout le potentiel offert par l'agriculture et l'agrobusiness.

Il y a de nombreuses raisons d'être optimiste, et je suis convaincu que les récits de ce rapport démontrent qu'avec ses partenaires, le CTA est en très bonne place pour continuer de faire la différence à l'avenir, après la fin de l'accord de Cotonou.

Michael Hailu, Directeur du CTA

LES CHIFFRES CLÉS DE 2018



14

pays, c'est le nombre de pays dont sont issus les entrepreneurs qui ont bénéficié d'une formation à l'utilisation des drones dans le cadre du projet « Transformer l'agriculture africaine – les yeux dans le ciel pour des technologies intelligentes au sol ».

50

coopératives du Cameroun et de la RDC ont permis à leurs membres de se former à la bonne gouvernance et au leadership dans le cadre du programme Manioc 21.

Le projet Data4Ag a enregistré

86 298

inscriptions en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Ce projet a pour but d'améliorer leur accès aux intrants, à des conseils en techniques culturales et aux marchés.

3

petits États insulaires en développement ont pris des mesures politiques dans le but d'améliorer l'agritourisme grâce au projet « Renforcer le lien entre l'agriculture et le marché du tourisme dans les pays ACP ».

Les quatre briefings de Bruxelles ont réuni

400

participants de haut niveau.



682 560

visiteurs ont consulté un total de 2 350 303 pages du site web du CTA. Le nouveau blog représente 9 % du trafic actuel vers le site.

Le projet MUIIS a établi le profil de

254 364

producteurs et

3 130

exploitants se sont inscrits aux services fournis.

2 101 637

publications du CTA ont été téléchargées ou consultées en 2018.



62 141 973

de lecteurs potentiels des articles mentionnant le CTA dans les médias, parmi lesquels 11 articles d'opinion par les experts du CTA.

10 827

éleveurs ont souscrit à une assurance bétail en Éthiopie et au Kenya.

200

jeunes ruraux ont bénéficié d'une formation technique et entrepreneuriale afin de créer des entreprises rizicoles au Sénégal et au Mali.



326

jeunes sociétés ont postulé au concours Pitch AgriHack 2018. Vingt-six entreprises, dont 14 dirigées par des femmes, ont été sélectionnées. Huit d'entre elles (dont 50 % dirigées par des femmes) ont reçu leur prix devant des chefs d'état africains.

4 166

personnes (dont 35 % de femmes en moyenne) ont été formées sur les avantages des données ouvertes pour l'agriculture grâce aux projets Data4Ag et GODAN Action.

PROMOUVOIR L'ENTREPRENEURIAT ET L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES

La prospérité de l'agriculture dépend de la mobilisation des jeunes. De nombreux projets du CTA encouragent les jeunes à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer la productivité agricole. Jusqu'ici, plus d'1 million d'agriculteurs ont bénéficié des services de start-ups participant aux concours Pitch AgriHack que le CTA organise chaque année. En 2018, ce concours pour les jeunes, qui a eu lieu au Rwanda, a fait honneur aux dames. Par ailleurs, des projets menés en Afrique de l'Ouest et au Kenya améliorent la productivité encore faible et réduisent le taux de chômage élevé en milieu rural en engageant des jeunes entrepreneurs dans les chaînes de valeur agricole.



Depuis le lancement de l'initiative Pitch AgriHack Talent du CTA en 2013, plus d'un million d'agriculteurs et acteurs du secteur agricole ont bénéficié des services des start-ups participant à ses concours annuels. Grâce à leurs innovations basées sur les TIC, ces jeunes entreprises ont réussi à lever plus de 2 millions d'euros auprès d'investisseurs et de spécialistes du développement.



DES JEUNES FEMMES PRENNENT LA TÊTE DU PITCH AGRIHACK

©CTA

Le concours Pitch AgriHack 2018 s'est tenu en septembre 2018 à Kigali (Rwanda) lors du Forum sur la révolution verte en Afrique (AGRF). Le thème était « Les femmes chefs d'entreprise innovent au service de la transformation agricole ».

« Nous voulions mettre les jeunes femmes à l'honneur, car peu d'entre-elles dirigent des start-ups spécialisées dans les technologies agricoles », explique Ken Lohento, Coordinateur senior du programme ICT4Ag au CTA. « En fait, 10 % des start-ups du secteur technologique dans le monde sont dirigées par des femmes. Ce Pitch AgriHack montre qu'elles sont autant capables

que les hommes de développer de nouvelles technologies et de gérer des entreprises TIC. »

Le concours, annoncé en avril, a attiré 335 candidatures de jeunes des pays ACP, dont 164 de start-ups dirigées par des femmes. Les 26 start-ups les plus prometteuses (dont 14 dirigées par des femmes) ont participé à la finale à Kigali. Parmi les huit lauréats figuraient quatre entreprises dirigées par des jeunes femmes. La remise des prix – des prix en espèces ainsi qu'un appui à l'incubation et la possibilité de participer à d'autres événements – a eu lieu en présence de deux chefs d'État, deux chefs de gouvernement et quelque 20 ministres.



Ces entrepreneurs et entrepreneuses ont trouvé l'inspiration pour faire la différence – en contribuant à la transformation de l'agriculture pour les générations futures et en encourageant les jeunes à saisir le potentiel offert par l'agriculture et l'agrobusiness.


MICHAEL HAILU, DIRECTEUR DU CTA

« Ces entrepreneurs et entrepreneuses ont trouvé l'inspiration pour faire la différence – en contribuant à la transformation de l'agriculture pour les générations futures et en encourageant les jeunes à saisir le potentiel offert par l'agriculture et l'agrobusiness », a déclaré Michael Hailu, directeur du CTA, lors de la cérémonie de remise des prix.

Avant la décision du jury, les 26 finalistes et 14 autres start-ups invitées ont participé à un atelier de formation de deux jours sur la préparation à l'investissement. Ils y ont appris à mieux gérer leur comptabilité et à convaincre les investisseurs. « Ce Pitch AgriHack a été fantastique », a déclaré Varun Baker, directeur de Farm Credibly, l'un des lauréats de la catégorie « phase initiale ». « Cette formation nous aidera à faire un meilleur usage des fonds. »

Farm Credibly utilise la technologie de la blockchain pour aider les agriculteurs de Jamaïque sans banque à accéder au financement. La plupart des agriculteurs ont du mal à obtenir des fonds pour développer leur entreprise, car ils ne peuvent présenter les données financières exigées par les prêteurs. Farm Credibly utilise la blockchain pour enregistrer les transactions des agriculteurs avec les entreprises d'intrants, les transformateurs et les supermarchés. Les profils numériques des agriculteurs témoignent de leur volonté d'utiliser efficacement les prêts et leur capacité à les rembourser.

Parmi les start-ups dirigées par des femmes représentées à Kigali figurait Fenou Foods, une société béninoise de produits agroalimentaires locaux transformés. Avec Fenou Packaging, Sonita Tossou et son équipe ont eu l'idée d'utiliser des emballages 100 % biodégradables. Ils ciblent les jeunes transformateurs locaux qui peuvent mieux affronter la concurrence des produits importés grâce à cet emballage moderne. Après ce Pitch AgriHack, Mme Tossou a remporté un autre prix lors du sommet Agri-Startup, organisé en France. Elle était l'une des six lauréates à recevoir l'appui du CTA pour assister au sommet. Le CTA a aussi appuyé certains lauréats de Kigali pour qu'ils assistent au Sommet sur le bien social des Nations unies, où ils ont présenté leur start-up aux investisseurs potentiels.

En 2018, de nombreux lauréats du Pitch AgriHack 2017, qui s'était tenu en Côte d'Ivoire, ont continué sur leur lancée. C'est le cas de Bayseddo, une start-up sénégalaise utilisant la finance participative pour investir dans la production agricole. Ses efforts lui ont permis de recueillir environ 150 000 € pour appuyer plusieurs projets et les investisseurs en ont tiré un rendement de 10 %. L'entreprise développe une application mobile pour sa plateforme, avec l'appui financier du CTA. La collaboration avec la Délégation de l'entrepreneuriat rapide (DER), une agence gouvernementale qui appuie les jeunes entrepreneurs, est en cours de finalisation. 



PROMOUVOIR L'EMPLOI DES JEUNES DANS LA FILIÈRE RIZ

© Ryan Vroegindewey/
Syngenta Foundation

Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, le manque de travail en milieu rural a entraîné l'exode des jeunes vers de grandes villes de la région ou vers l'Europe. C'est une perte lourde de conséquences, car les jeunes constituent une main-d'œuvre dynamique, alors que le secteur de l'agriculture manque désespérément de bras.

Le projet de deux ans lancé par le CTA début 2018 « Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'emplois dans la filière du riz en Afrique de l'Ouest » (PEJERIZ) s'attaque au problème : il encourage les jeunes maliens et sénégalais à rester à la campagne et à accroître la productivité de la filière rizicole. Le projet collabore avec AfricaRice et la Fondation Syngenta.

Il y a de bonnes raisons de se concentrer sur le riz. En Afrique de l'Ouest, la consommation de riz ne cesse d'augmenter vu la croissance démographique rapide et le changement des habitudes alimentaires. Toutefois, la production est largement inférieure à la demande et, chaque année, 40 % du riz consommé est importé d'Asie. En milieu urbain, de nombreux consommateurs préfèrent le riz importé car il est généralement plus propre et mieux emballé que le riz local, transformé en grande partie manuellement. Accroître la production et améliorer la qualité du riz permet de réduire les importations et de doper l'économie rurale.



Le projet comporte deux volets. Le premier consiste à former les jeunes aux techniques utilisées dans la chaîne de valeur du riz. Il est géré par AfricaRice. Le second volet, géré par la Fondation Syngenta, vise à créer des centres de services mécanisés et à promouvoir une application mobile de conseils aux agriculteurs. Le projet devrait créer plus de 660 emplois et améliorer sensiblement les revenus de 10 000 petits agriculteurs.

Plus de 300 jeunes maliens et sénégalais, dont près d'un tiers de femmes, ont assisté aux deux ateliers de mobilisation organisés par AfricaRice en juillet et en octobre 2018. Ils ont reçu des informations sur les débouchés professionnels de la filière rizicole et sur l'importance de la mécanisation du secteur.

Après les ateliers, AfricaRice a sélectionné 205 jeunes qui ont suivi des sessions de formation sur divers sujets, comme l'entrepreneuriat, le marketing et la fourniture de services. Les premières sessions ont eu lieu en octobre 2018 et la dernière est programmée début 2019. AfricaRice sélectionnera les 80 jeunes ayant les idées les plus prometteuses. Ces jeunes suivront d'autres formations et recevront une aide financière.

« Certains jeunes ont déjà créé leur entreprise et souhaitent déployer leurs idées novatrices à plus grande échelle dans le secteur du riz », explique le Dr Mandiaye Diagne, Coordinateur régional du projet PEJERIZ. « Les formations techniques et le coaching les aideront à devenir des agripreneurs prospères. »

Certains jeunes ont déjà créé leur entreprise et souhaitent déployer leurs idées novatrices à plus grande échelle dans le secteur du riz.

DR MANDIAYE DIAGNE,
COORDINATEUR RÉGIONAL DU PROJET PEJERIZ

La Fondation Syngenta a quant à elle créé dix Centres de services mécanisés (CEMA), cinq au Mali et cinq au Sénégal. « Une fois opérationnels, ces centres emploieront entre cinq et dix personnes à temps plein et 30 personnes à temps partiel, des jeunes pour la plupart », explique Vincent Fautrel, Coordinateur de programme senior du CTA pour les chaînes de valeur agricoles.

A la fin de l'année 2018, les centres avaient recruté et formé 45 agents, ayant pour mission de promouvoir l'application RiceAdvice auprès des agriculteurs. Cette application, conçue par AfricaRice au Mali et au Nigeria, est un outil d'aide à la prise de décision que les agriculteurs peuvent télécharger gratuitement sur un smartphone Android. Elle envoie des recommandations qui aident les agriculteurs à mieux utiliser les engrais minéraux et à déterminer avec précision à quel moment semer, planter et récolter. Les riziculteurs nigériens utilisant l'application font état d'une augmentation sensible des rendements et des revenus, jusqu'à 200 euros de plus à l'hectare. Fin 2018, plus de 470 riziculteurs maliens et sénégalais avaient déjà été informés de l'existence de l'application et comptent l'utiliser lors de la saison prochaine. 

L'agriculture est le pilier de l'économie kényane. Elle occupe plus de 70 % de la population des zones rurales et représente 26 % du produit intérieur brut (PIB). Le Kenya est pourtant confronté à une augmentation du chômage des jeunes, dans les villes comme dans les campagnes.



L'AGROBUSINESS POUR EMANCIPER LES JEUNES AU KENYA

© Wenvovation Hub

Environ 30 % des Kényans âgés de 20 à 24 ans sont sans emploi. Augmenter le taux d'emploi des jeunes dans l'agriculture pourrait fortement résoudre ce problème. C'est précisément un des objectifs du projet VijaBiz (L'agrobusiness pour émanciper les jeunes au Kenya) du CTA.

Le projet a été conçu par le CTA et la Fondation USTADI du Kenya, à la suite d'un appel à propositions du Fonds international de développement agricole (FIDA). Il est mis en œuvre et financé par le CTA et l'organisation kényane. « Nous sommes convaincus que l'agriculture offre aux jeunes de réelles perspectives de développement d'entreprises rentables dans des pays comme le Kenya. Plus de jeunes doivent y avoir accès et il est essentiel d'appuyer le développement de leurs

entreprises », explique Ken Lohento, responsable du projet au CTA. « Beaucoup de jeunes ont des idées innovantes et sont prêts à prendre des risques. Malheureusement, il leur manque souvent les compétences, les connaissances et les capitaux nécessaires à la création d'entreprises agroalimentaires viables. »

En septembre 2018, dans deux comtés, une invitation à participer au projet a été lancée à la radio, dans les journaux et sur internet et a suscité l'intérêt de 380 groupes de jeunes. Les groupes devaient compter au minimum 10 membres, dont au moins 30 % de femmes. Quarante-vingt-dix pour cent de ces jeunes ont moins de 35 ans, y compris les chefs de groupe. Au terme d'une procédure de sélection et avec l'appui des gouvernements des comtés de Kilifi et de Nakuru, le CTA et l'USTADI ont retenu 165




groupes de jeunes, qui représentent au total environ 2 400 jeunes agriculteurs et un millier de petites entreprises agroalimentaires.

Le projet VijaBiz a été lancé au niveau national en août 2018 à Nairobi en présence de responsables des gouvernements des deux comtés et du ministère national de la Jeunesse. Tous les groupes de jeunes sélectionnés reçoivent du projet un appui financier pour développer leur entreprise. Des séances de formation les aident à identifier des débouchés dans trois filières – céréales, pêche et produits laitiers – et à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour valoriser les produits agricoles. Les groupes de jeunes bénéficieront aussi d'une formation en leadership et pourront acquérir d'autres compétences pour renforcer leurs entreprises, à tous les niveaux de la chaîne de valeur, notamment dans le domaine des TIC pour le secteur agroalimentaire. Des services de mentorat et d'analyse des activités commerciales, ainsi qu'une aide à l'accès au financement et à diverses opportunités de croissance, leur seront offerts pendant la durée du projet.

Un des groupes de jeunes sélectionnés est le Blessing Hand de Nakuru. Il compte douze membres, dont neuf femmes. Actif dans la filière des céréales, il se concentre sur les activités de broyage, le conditionnement et la vente. Un autre groupe, le Greenbelt Youth Group (douze membres), entend se spécialiser dans la filière des produits laitiers, dont la vente de lait frais et de yaourts locaux. Citons encore le Kibao Kiche Fish Farmers Group, un groupe de 25 membres (dont neuf femmes) basé à Kilifi. Il est spécialisé dans la vente des produits de la pisciculture en étangs.

Le projet, d'une durée de deux ans, développera les compétences de 2 250 jeunes et les entreprises bénéficiant de l'appui de VijaBiz auront un effet indirect (création d'emplois) sur au moins 10 000 jeunes.

VijaBiz offrira aux groupes de jeunes des subventions de 1 000 à 20 000 dollars. Cette aide leur permettra d'acheter du matériel – comme des machines et des entrepôts frigorifiques pour les légumes et le poisson – et de faire appel à des services de conseil aux entreprises. Le projet, d'une durée de deux ans, développera les compétences de 2 250 jeunes et les entreprises bénéficiant de l'appui de VijaBiz auront un effet indirect (création d'emplois) sur au moins 10 000 jeunes.

Selon les Nations unies, la population du Kenya devrait passer de 50 millions aujourd'hui à environ 85 millions en 2050. Les projets axés sur la transformation du secteur agricole par l'émancipation des jeunes et des femmes constituent un modèle pour s'attaquer au double problème de la faible productivité et du taux de chômage élevé. 

ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ ET LA RENTABILITÉ PAR LA NUMÉRISATION

Depuis plus de 20 ans, le CTA s'emploie à promouvoir la digitalisation – l'adoption d'applications des technologies de l'information et de la communication visant à changer de modèle économique et générer de nouvelles recettes – pour améliorer la productivité des petits agriculteurs. En Ouganda, le profilage numérique, une offre unique de services comprenant des conseils agronomiques, des bulletins météo et une assurance, ont entraîné une forte hausse des rendements et des bénéfices. En Afrique de l'Ouest, des données commerciales transmises par SMS ont un effet similaire. Un nouveau consortium africain d'utilisateurs de drones, créé lors d'un atelier du CTA, aide le continent à s'ouvrir à la technologie. Sans oublier l'application mobile mise au point par un des partenaires du CTA aux Samoa que les petits producteurs utilisent pour se faire connaître auprès des acheteurs et consommateurs et qui a sensiblement augmenté leurs revenus et amélioré l'efficacité de la chaîne de valeur.





SOLUTIONS INTELLIGENTES, PRETS CIBLÉS ET RENDEMENTS EN HAUSSE

©CTA

Un des projets numériques les plus novateurs du CTA, le projet Service d'information ICT4Ag axé sur le marché et géré par les utilisateurs (MUIIS), a engrangé de bons résultats en 2018 et aidé de petits agriculteurs ougandais à augmenter leurs rendements et bénéfices. Lancé fin 2015 avec l'appui du ministère néerlandais des Affaires étrangères, le projet MUIIS vise à aider 200 000 agriculteurs ougandais à accroître leurs rendements de 25 % minimum et leurs bénéfices de 20 %.

En mars 2017, les promoteurs du projet ont lancé des services uniques permettant aux agriculteurs de recevoir par texto des conseils agronomiques et des alertes météo et de contracter une assurance indicielle. L'objectif initial était que 100 000 agriculteurs soient, à la fin de la deuxième année, abonnés à ces services, dont le prix est de 2 dollars par saison. Cet objectif n'a pas été atteint : seuls 379 agriculteurs s'y sont abonnés lors de la deuxième saison. En Ouganda, la plupart des agriculteurs avaient l'habitude de bénéficier gratuitement de conseils et n'étaient guère enclins à payer un abonnement. Toutefois, ceux qui ont franchi le pas ont fait état de rendements et de bénéfices en nette hausse.

« Nous avons constaté que le manque d'accès au financement était un obstacle majeur à l'adoption d'innovations susceptibles d'améliorer la productivité », explique Benjamin Kwasi Adom, Chef d'équipe des projets ICT4Ag au CTA.



Fin 2017, Benjamin Kwasi Addom et ses collègues ont entamé des discussions avec la Fondation Rabobank pour introduire un programme de prêts aux petits agriculteurs. « Nous les avons convaincus qu'avec le profil numérique des agriculteurs, nous avons déjà recueilli les informations nécessaires aux institutions financières pour évaluer la solvabilité de leurs clients », confie Benjamin Kwasi Addom. Fin 2017, le profil de 130 000 agriculteurs avait déjà été dressé dans le cadre du projet MUIIS, un chiffre qui allait doubler en 2018. Le profil donne des informations détaillées, de la situation géographique de l'exploitation à la taille de la famille, en passant par le type de cultures et les actifs personnels : précisément les données dont les banques ont besoin pour examiner les demandes de crédit.

La Fondation Rabobank a approuvé un prêt d'1 milliard de shillings ougandais (230 000 euros). Les promoteurs du projet MUIIS ont accepté de gérer ces fonds, à travers le bras financier de l'Ugandan Cooperative Alliance (UCA). Les agriculteurs qui ont demandé un prêt ont reçu 200 000 shillings ougandais (soit 44 euros) pour 40 ares, à raison de 200 ares maximum, une somme qu'ils pouvaient utiliser pour acheter des intrants, des semences et des engrais. Ils devaient s'abonner aux services MUIIS pour obtenir le prêt.

La première tranche de prêts a été accordée à 1 890 agriculteurs, dont les exploitations représentaient au total 200 000 ares. Lydia Kiwuka est une bénéficiaire type. « La saison dernière, j'ai utilisé le fumier des vaches pour fertiliser mes champs de maïs, car je ne pouvais pas acheter de l'engrais », explique-t-elle. « Avec ce prêt, j'ai pu acheter l'engrais dont j'avais besoin pour la saison et même des pesticides si la chenille légionnaire revenait envahir mes champs. »

Le CTA a commandé à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et à la National Agricultural Research Organisation (NARO), l'institut ougandais de recherche agronomique, une étude pour recueillir des éléments empiriques sur l'impact des services MUIIS et des prêts. Cette étude, axée sur le soja, le maïs, les haricots et le sésame, a montré que les services MUIIS et les prêts avaient entraîné une augmentation sensible des rendements agricoles.

« Nous espérons que les agriculteurs augmenteraient le rendement de leurs champs de soja de 25 % », explique Benjamin Kwasi Addom. « Ils ont fait beaucoup mieux. » Le rendement a augmenté de 60 % pour le soja et 90 % pour les haricots. Pour le moment, le taux de remboursement des prêts est bon. M. Addom estime que les éléments montrant la hausse des rendements encourageront des organisations telles que la Fondation Rabobank à accorder d'autres prêts à l'avenir. 🌿

Nous espérons que les agriculteurs augmenteraient le rendement de leurs champs de soja de 25 %.

BENJAMIN KWASI ADDOM,
CHEF D'ÉQUIPE DES PROJETS ICT4AG

En Afrique subsaharienne, les écarts de rendement – la différence entre le rendement potentiel d’une culture et son rendement réel – sont souvent élevés. De nombreux petits agriculteurs récoltent un quart, voire moins, des quantités de maïs, mil ou autres cultures de base qu’ils pourraient obtenir s’ils utilisaient des informations, technologies et intrants appropriés. L’écart de rendement explique pourquoi, dans de nombreux pays, seuls 20 % de la production alimentaire est commercialisée, les petits exploitants utilisant le reste pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Une situation à l’origine des faibles revenus des agriculteurs et d’une pauvreté rurale généralisée.



EXPLOITER LA PUISSANCE DES DONNÉES

©AgroCenta

L'amélioration de l'accès aux données pourrait accroître considérablement la productivité et la rentabilité des exploitations agricoles», affirme Chris Addison, Coordinateur senior du programme Data4Ag au CTA. Les activités gérées par Chris Addison et sa collègue Chipso Msengezi apportent à présent des changements réels et tangibles.

Depuis 2017, leur travail se concentre sur l'établissement du profil numérique des

agriculteurs. À ce jour, le profil de plus de 85 000 membres de huit organisations paysannes africaines a été établi. Le profil offre des avantages. Il peut améliorer l'accès aux intrants et aux services de vulgarisation, inclure le type d'information dont les banques ont besoin pour octroyer un crédit ou aider les agriculteurs à trouver de nouveaux débouchés.

Un projet mené en Ouganda illustre comment les données ont changé la vie de petits exploitants. L'établissement du profil des producteurs de



café, réalisé par la NUCAFE, l'Union nationale de l'agrobusiness et des entreprises agricoles de café, a permis à ces producteurs d'obtenir une certification internationale. Six mois après le lancement du projet financé par le CTA, des acheteurs internationaux italiens achetaient le café de ces cultivateurs 3,51 euros le kilo, contre 2,16 euros le kilo de café d'une qualité similaire mais non traçable. Cela se traduit par un revenu supplémentaire de 850 euros, pour une plantation standard d'Arabica de 0,4 ha produisant 600 kg par an. « En 2018, plus de 3 000 agriculteurs ont vu leurs revenus augmenter de plus de 25 % grâce à la traçabilité et à l'accès aux marchés certifiés », explique M. Addison. Selon lui, dix fois plus de membres de la NUCAFE pourraient en profiter en 2019.

Le CTA gère aussi l'aspect renforcement des capacités du projet Global Open Data for Agriculture and Nutrition (GODAN), GODAN Action. Cette initiative encourage l'utilisation et le partage proactifs des données afin de rendre les informations sur l'agriculture et la nutrition accessibles et exploitables par tous.

Grâce à des sessions de formation individuelle, des webinaires et des formations en ligne, les utilisateurs de données ouvertes acquièrent les compétences dont ils ont besoin pour relever les défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Lancé en 2017, GODAN Action a considérablement accru sa portée et son influence en 2018.


Quatre éditions du cours en ligne, conçues en 2017 lors d'un atelier hébergé par le CTA et organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont attiré plus de 3 000 participants,

En 2018, plus de 3 000 agriculteurs ont vu leurs revenus augmenter de plus de 25 % grâce à la traçabilité et à l'accès aux marchés certifiés.

CHRIS ADDISON, COORDINATEUR SENIOR DU PROGRAMME DATA4AG AU CTA

dont des « infomédiaires » (journalistes et personnes travaillant dans les TIC), des responsables politiques, des gestionnaires de projets, des chercheurs et des scientifiques. Les bénéficiaires de ces cours ont acquis une bonne compréhension des principes et avantages de l'utilisation des données ouvertes.

En septembre 2018, près de 1 500 personnes avaient participé aux webinaires du CTA sur les données ouvertes. Les participants ont posé des questions et reçu des explications sur un large éventail de sujets. Le CTA a estimé que ces webinaires pouvaient toucher un public important et encourager les communautés à partager leurs expériences. Plus de 4 000 personnes lisent chaque mois les ressources GODAN en ligne du CTA et les formateurs GODAN peuvent s'appuyer sur une communauté de pratique dynamique.

Selon André Laperrière, directeur exécutif de GODAN, le CTA a joué un rôle important dans la promotion de GODAN et ses activités. « Le CTA a apporté un appui utile dans de nombreux domaines, » explique-t-il. « Il a fourni des fonds, mais cet appui va bien au-delà du financement. Il a eu un impact important dans le renforcement des capacités et la formation et a contribué à influencer les décideurs politiques et autres acteurs, notamment en Afrique. » 



©CTA

L'AFRIQUE, LES YEUX DANS LE CIEL

« La plupart des pays d'Afrique sont passés à côté de la révolution verte qui a transformé l'agriculture en Asie du Sud Est, mais nous n'allons pas rater la révolution numérique », assure le Dr Abdelaziz Lawani, professeur d'agrobusiness à l'Eastern Kentucky University (EKU) et fondateur de Global Partners, une start-up béninoise qui propose aux agriculteurs et autres acteurs une gamme de services par les drones.

Les drones et des applications novatrices issues des technologies numériques ont le mérite de fournir aux agriculteurs des données en temps réel qui leur permettent d'améliorer la gestion de leurs cultures, leur sol et leur bétail, de réduire les dégâts environnementaux et d'accroître leurs bénéfices. Ils attirent aussi les jeunes vers le secteur de l'agriculture et pourraient même enrayer l'exode des jeunes en milieu rural.

Le Dr Lawani est l'un des onze opérateurs de drones qui ont participé à l'atelier de capitalisation d'expérience organisé par le CTA au Ghana en juin 2018. Les participants ont eu l'occasion de partager leurs expériences et difficultés et de tirer des enseignements des échecs et des succès des uns et des autres. « Nous avons décidé de continuer à collaborer d'une manière plus formelle, au sein d'un consortium », explique le Dr Lawani. Le consortium Africa Goes Digital



compte désormais une trentaine de membres dans 17 pays d'Afrique, la plupart proposant des services liés à l'utilisation de drones. Le CTA a encouragé la création du consortium et appuyé son développement.

Avec l'appui du CTA, les opérateurs présents à l'atelier du Ghana ont au moins assisté à l'une des deux formations organisées en 2017 au siège parisien d'AIRINOV, une entreprise privée pionnière du drone agricole avec laquelle le CTA travaille en étroite collaboration. Ils y ont appris comment utiliser les drones et les capteurs multi-spectraux et traiter les données recueillies par télédétection. Des drones et des capteurs leur ont également été fournis selon le principe du cofinancement.

« Les drones commencent vraiment à décoller en Afrique », explique Giacomo Rambaldi, Coordonnateur senior de programmes TIC au CTA. « La demande de services explose, et l'Union africaine a pris en janvier 2018 la décision d'encourager les États membres à utiliser les drones pour accroître les rendements agricoles. » Le CTA a joué un rôle clé dans l'élaboration de la nouvelle politique.

Il y a toutefois de nombreux défis à relever pour intégrer l'utilisation des drones. C'est pourquoi le CTA aide ses partenaires non seulement à améliorer leurs compétences et leur gestion commerciale, mais aussi à comprendre comment évoluer dans un secteur dont la réglementation est souvent floue dans le cadre de son projet « Transformer l'agriculture africaine : Les yeux dans le ciel, les technologies intelligentes au sol » (2017-2019).

Les principaux clients des partenaires du CTA pour l'Afrique sont notamment des agro-entreprises, services publics, donateurs internationaux, ONG, universités et instituts de recherche, de grandes exploitations agricoles et des fédérations d'agriculteurs. Certains se livrent à des activités très variées dans des secteurs différents.

Les drones commencent vraiment à décoller en Afrique. La demande de services explose, et l'Union africaine a pris en janvier 2018 la décision d'encourager les États membres à utiliser les drones pour accroître les rendements agricoles.

GIACOMO RAMBALDI, COORDONNATEUR
SENIOR DE PROGRAMMES TIC AU CTA

Global Partners concentre par exemple ses activités sur l'agriculture, la planification des sols et la conservation de la biodiversité, mais est aussi devenu un grand centre de formation pour opérateurs de drones en Afrique de l'Ouest.

Le consortium Africa Goes Digital bénéficie des conseils du programme Enterprise Growth Services d'Ernst & Young (EY). Il facilitera la coopération et la mise en réseau des membres et défendra leurs intérêts. Point important : le consortium a commencé à faire connaître ses membres auprès d'agro-entreprises, d'agences de développement, d'ONG, de services publics et d'autres clients à la recherche de services liés aux drones.

Le Dr Lawani et ses collègues de l'EKU donnent dans leur faculté des cours sur la certification et l'utilisation des services de drones. Ils adaptent avec le consortium le programme de cours pour le dispenser en ligne aux opérateurs de drones en Afrique. Le programme sera conçu pour répondre aux besoins des différents pays d'Afrique en matière de réglementation. Les travaux sont en cours, mais des membres du consortium ont déjà eu des discussions avec des ministères au Bénin et ailleurs.

« Je crois vraiment qu'avec le consortium, nous pouvons changer les pratiques agricoles en Afrique », assure le Dr Lawani. 🍌

Les céréales sont une composante essentielle du régime alimentaire de la majorité de la population en Afrique de l'Ouest. Ce sont aussi les cultures de base de centaines de milliers de petits agriculteurs. Accroître les rendements et les ventes pourrait améliorer la sécurité alimentaire régionale et aider à lutter contre la faim. Toutefois, le manque d'informations fiables sur la situation du marché et la rentabilité nuit au bon fonctionnement de la filière céréales.



DOPER LES PRIX ET LA RENTABILITE SUR LE MARCHÉ DES CÉRÉALES EN AFRIQUE

©James Courtright

Pour résoudre ce problème, le CTA a lancé en février 2016 un service d'information sur le marché des céréales en partenariat avec l'ONG française RONGEAD et le Réseau ouest-africain des céréaliers (ROAC). Le développement et la mise en place du service ont été confiés à RONGEAD, dans le cadre d'un programme de sécurité alimentaire financé par l'Agence française de développement (AFD) via la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

« Pendant des années, les systèmes publics d'information sur les marchés ont servi à informer

les responsables des politiques agricoles et pas nécessairement à répondre aux besoins directs des agriculteurs », explique Vincent Fautrel, Coordinateur senior de programme du CTA chaînes de valeur agricoles. « L'idée de cette initiative était de s'inspirer de la réussite du service N'kalô mis au point par RONGEAD et d'aider le ROAC à développer pour ses membres un service d'information qui accorderait la priorité aux données qualitatives et aux analyses prospectives. »

Le service de conseil commercial N'kalô avait initialement été créé en 2009 pour recueillir et analyser des informations et les diffuser aux



Notre projet s'inspire du concept du service N'kalô et a déjà un impact significatif sur les négociants et les producteurs.

VINCENT FAUTREL, COORDINATEUR
SENIOR DE PROGRAMME DU CTA
CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES

producteurs de noix de cajou au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali. RONGEAD a vite compris que les informations sur les prix ne suffisaient pas. Les agriculteurs avaient aussi besoin d'aide pour choisir le moment où vendre leurs récoltes.

Le projet a été étendu à d'autres cultures, comme le sésame, le maïs, l'oignon et l'igname, et a été mis en œuvre dans huit autres pays d'Afrique de l'Ouest. Avec l'appui du CTA, plus de 7600 producteurs ont été formés et plus de 47000 producteurs ont été informés, ce qui a entraîné une augmentation sensible des revenus des petits agriculteurs.

« Notre projet s'inspire du concept du service N'kalô et a déjà un impact significatif sur les négociants et les producteurs », déclare Vincent Fautrel. Le projet se concentre sur les quatre céréales principales d'Afrique de l'Ouest (le riz, le maïs, le millet et le sorgho) et est mis en œuvre au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo.

Comme N'kalô, le service propose des analyses détaillées des tendances commerciales et donne aux utilisateurs des prévisions à court terme et des conseils sur le moment idéal pour vendre leurs récoltes. Le CTA a financé la formation des analystes dans chaque pays où le projet est mené. Ces analystes transmettent leurs données et projections aux utilisateurs par SMS et un bulletin d'information régulièrement publié. Au total, 22 bulletins d'information ont été publiés durant la deuxième année du projet.

Le chiffre d'affaires des quelque 25 500 opérateurs qui utilisent le service par l'intermédiaire du ROAC a augmenté d'environ 280 000 euros la première année du projet. Fin 2018, 2 652 personnes – la plupart des négociants en céréales – étaient abonnées à l'Economic Bulletin on Cereal Markets in West Africa publié dans le cadre du projet et proposant des analyses détaillées du marché des céréales. Ce périodique est désormais une référence pour de nombreuses organisations, dont l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le service N'kalô a d'abord été fourni gratuitement mais s'est révélé si efficace que les informations sont maintenant accessibles aux seuls abonnés. On estime que, grâce à ce service, les producteurs gagnent entre 25 et 100 euros de plus par an. Le service proposé par le ROAC devrait remporter le même succès, même s'il reste à établir si ses recettes seront suffisantes pour garantir sa durabilité. 🌾



LES TIC DYNAMISENT L'AGRICULTURE AUX SAMOA

©CTA

Les petits agriculteurs des îles du Pacifique ont dû se battre pendant des années pour gagner décemment leur vie. Le désintérêt pour le régime traditionnel à base de poissons, de fruits, de tubercules locaux et de légumes frais et l'engouement pour les produits alimentaires importés, bon marché et très caloriques, ont non seulement réduit la demande de produits locaux, mais ont aussi entraîné de graves problèmes de santé, le Pacifique étant une des régions où la prévalence de maladies liées à l'alimentation est la plus élevée au monde. Parallèlement, les agriculteurs peinent à entrer sur les marchés étrangers à cause de l'isolement des îles du Pacifique.

Toutefois, les choses changent, surtout aux Samoa, où le CTA appuie Women in Business Development Incorporated (WIBDI), une organisation qui met en lien les producteurs locaux avec des hôtels, restaurants et ménages des Samoa, mais aussi de grandes chaînes mondiales, comme The Body Shop et All Goods Organics.

« Les petites économies insulaires ne deviendront jamais des géants de la production alimentaire, capables de rivaliser avec des pays voisins tels que l'Australie », explique Isolina Boto, Responsable de l'Antenne de Bruxelles du CTA. « Mais elles peuvent offrir aux marchés de niche des aliments de grande qualité et des produits haut de gamme, comme l'huile de coco. »

WIBDI utilise une panoplie d'outils novateurs d'ICT4Ag pour relever les défis des petits producteurs locaux. Son application « De la ferme à l'assiette », élaborée avec l'appui du CTA, permet de mettre en contact plus de 1300 petits agriculteurs avec ceux qui veulent acheter des





La réputation internationale de WIBDI s'explique largement par sa réussite dans la promotion de l'huile de coco biologique commercialisée par The Body Shop.

produits locaux, biologiques pour la plupart. Cette application offre la possibilité de mieux prévoir et commercialiser la production et garantit une offre correspondant à la demande. Les hôtels, restaurants et particuliers commandent sur l'application, qui permet aussi à celui qui cherche un bon repas préparé avec des produits biologiques locaux de trouver son bonheur.

La réputation internationale de WIBDI s'explique largement par sa réussite dans la promotion de l'huile de coco biologique commercialisée par The Body Shop. Le groupe a tant apprécié le produit qu'il a engagé en 2018 des négociations pour doubler ses commandes. Les cosmétiques à base d'huile de noix de coco locale sont désormais commercialisés dans plus de 3 000 magasins dans 66 pays. Ces échanges revêtent une importance énorme pour l'économie des Samoa et le bien-être de centaines de familles de producteurs.

WIBDI a bénéficié d'initiatives numériques au-delà de l'application « De la ferme à l'assiette ». L'organisation dispose désormais de sa propre base de données, conçue avec l'appui du CTA, qui répertorie environ 800 exploitations bio et donne des informations détaillées sur leur situation et système de production. WIBDI utilise aussi des drones pour cartographier les cocoteraies et comptabiliser les cocotiers. Ces outils aident à améliorer la transparence et l'efficacité des opérations.

Quant à l'avenir, WIBDI espère que son Organic Warriors Academy, créée en 2016 dans le cadre d'un projet pour l'emploi des jeunes financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avec l'appui du CTA, continuera de former les jeunes, en particulier les femmes, et de leur donner accès aux services et aux marchés. WIBDI teste actuellement de nouveaux produits à haute valeur ajoutée sur les marchés d'exportation et envisage d'accroître l'appui à des activités de valorisation au niveau local et d'organiser des foires pour promouvoir l'agritourisme.

Le CTA entend entretenir ses relations avec WIBDI, avec un nouveau projet de grande ampleur en 2018. Ce projet contribuera à faciliter la conception et le déploiement d'un programme plus vaste d'agritourisme dans le Pacifique et prévoit l'organisation de formations techniques, la sensibilisation des consommateurs, le développement des entreprises locales et des initiatives visant à promouvoir l'emploi dans le secteur. 🌿

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est l'un des défis les plus importants que les petits agriculteurs ont à relever. Il entraîne une augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes et compromet la sécurité alimentaire. Les projets du CTA en Afrique de l'Est et australe aident les petits agriculteurs à devenir plus résilients au changement climatique. Ces projets montrent que des stratégies intelligentes face au climat, par exemple la diffusion d'informations météo précises, la plantation de variétés résistantes à la sécheresse et l'offre d'assurances indicelles, peuvent aider les agriculteurs non seulement à affronter des régimes climatiques irréguliers, mais aussi à accroître leurs rendements et leurs revenus. Le CTA appuie des projets similaires en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes.



En Afrique de l'Est, la survie de quelque 20 millions d'éleveurs est menacée par des sécheresses de plus en plus fréquentes et intenses et par des régimes météorologiques imprévisibles. Les récentes sécheresses ont entamé la capacité d'adaptation des éleveurs si bien que chaque nouvelle sécheresse se transforme en catastrophe humanitaire.



L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE L'ÉLEVAGE EN AFRIQUE DE L'EST

© CGIAR

En cas de sécheresse grave, les gouvernements et les agences d'aide ont l'habitude d'intervenir à grand renfort de moyens », explique Thomas Were, qui gère le projet Climate, Livestock and Markets (CLI-MARK) dans le Nord du Kenya et le Sud de l'Éthiopie. « Cette approche n'a pas d'avenir. Nous, nous nous employons à améliorer la résilience des communautés d'éleveurs. »

Le projet CLI-MARK, lancé en 2017 pour une durée de deux ans, comporte trois grands volets. L'un d'eux, dirigé par l'Institut international de la reconstruction rurale (IIRR), a été conçu pour

mettre les éleveurs en relation avec les acheteurs finaux et encourager la création de nouvelles entreprises. « Le volet marketing de CLIMARK vise à réduire l'influence des courtiers et intermédiaires pour que les éleveurs obtiennent de meilleurs prix », explique Sabdiyo Dido Bashuna, conseillère technique senior du CTA pour les chaînes de valeur et agro-entreprises. Les autres volets consistent à diffuser l'assurance pour le bétail à plus grande échelle et à communiquer aux éleveurs des bulletins météo en temps réel. On estime que ce projet aidera 100 000 éleveurs à devenir plus résilients au changement climatique.



Les communautés d'éleveurs doivent créer des entreprises plus prospères et plus résilientes, qui continuent à travailler même quand les temps sont durs. Dans ce but, le projet CLI-MARK améliore les compétences, les connaissances et les capacités organisationnelles de 80 entreprises de la filière élevage, dont huit opèrent sur cinq marchés kényans et huit autres, sur cinq marchés éthiopiens. La plupart de ces entreprises sont gérées par des femmes ou des jeunes. Le personnel des organisations qui gèrent les marchés a suivi des formations et a eu l'occasion de visiter d'autres marchés, des abattoirs et de grandes entreprises de la filière élevage.

En Éthiopie, les promoteurs du projet CLI-MARK ont établi de bonnes relations avec les services des exécutifs locaux, qui les ont aidés à identifier 40 entreprises de la filière élevage, dont la plupart étaient mal organisées et travaillaient à très petite échelle. Des membres du personnel des exécutifs locaux et cinq membres du personnel de chaque entreprise ont assisté à deux sessions de formation. «Le projet CLI-MARK nous a vraiment aidés», admet Garbole Jaldesa, secrétaire d'une entreprise d'achat de bétail dans le district d'Elwaye. «Auparavant, je ne savais pas vraiment comment m'y prendre pour estimer le prix d'un animal, mais maintenant, je peux le faire. Le projet CLI-MARK m'a aussi mis en relation avec quelques grandes entreprises. Je connais maintenant leurs exigences et nous négocions un accord.»

«La coopération entre les différents services des exécutifs locaux est bien meilleure qu'auparavant», constate Zerihun Lemma, Directeur de l'IIRR en Éthiopie. Il y a désormais un Comité de pilotage du marché du bétail dans les cinq districts participant au projet.

Le projet CLI-MARK nous a vraiment aidés. Auparavant, je ne savais pas vraiment comment m'y prendre pour estimer le prix d'un animal, mais maintenant, je peux le faire. Le projet CLI-MARK m'a aussi mis en relation avec quelques grandes entreprises. Je connais maintenant leurs exigences et nous négocions un accord.

GARBOLE JALDESA, SECRÉTAIRE D'UNE
ENTREPRISE D'ACHAT DE BÉTAIL DANS
LE DISTRICT D'ELWAYE

Les promoteurs du projet ont créé un forum de marketing du bétail qui organise des réunions trimestrielles auxquelles participent des représentants des exécutifs locaux, des entreprises locales, les principaux acheteurs de bétail et des membres du personnel du projet CLI-MARK.

En partenariat avec l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), les promoteurs du projet CLI-MARK font activement la promotion de l'assurance indicielle pour bétail, décrite à la page 31. Des indemnités sont versées dès que les stocks de fourrage sont inférieurs à un certain seuil, ce qui évite à des agents de la compagnie d'assurances de se rendre sur place pour constater si des animaux sont morts ou mourants. Les éleveurs peuvent alors utiliser ces indemnités pour acheter du fourrage et, si possible, garder leurs animaux en vie. Le nombre d'éleveurs participant à ce programme a sensiblement augmenté grâce au soutien du CTA. 🍀

D'ici la fin du projet phare du CTA en Afrique australe en 2020, près de 140 000 petits agriculteurs zambiens, zimbabwéens et malawiens devraient avoir adopté une série de stratégies intelligentes face au climat, qui les aideront à affronter les sécheresses et l'imprévisibilité de la météo. A la fin de la première année de mise en œuvre, près de 75 000 agriculteurs ont bénéficié de la panoplie de solutions d'agriculture intelligente face au climat.



L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE AUSTRALE

©CTA

Le projet «Déployer à plus grande échelle des solutions d'agriculture intelligente face au climat pour les agriculteurs et les éleveurs d'Afrique australe» comporte quatre grands volets. Il transmet des bulletins météo et des conseils agronomiques que les agriculteurs reçoivent sur leur téléphone portable. Les promoteurs du projet s'emploient également à encourager les agriculteurs à opter pour des variétés résistantes à la sécheresse et à contracter une assurance météo indiciaire. Ils tentent aussi de les convaincre de combiner culture et élevage pour accroître la robustesse de leur exploitation, diversifier leurs moyens de subsistance, améliorer la qualité de leur sol et affronter les chocs climatiques.

En Zambie, les bras armés du projet sont les 331 agents de vulgarisation engagés par le ministère de l'Agriculture. «L'évolution des régimes de précipitation et les maladies du bétail sont nos plus grands défis», explique Grace Sohati, agent de vulgarisation au bureau de Mwachisompola, dans le district de Chibombo. «Le projet du CTA nous aide beaucoup, les agriculteurs et moi, à apprendre comment mieux faire face au changement climatique.»

Après la formation, près de 230 agriculteurs dépendant du bureau de Grace ont décidé de participer au projet. Depuis lors, elle est restée en contact étroit avec eux et organise des sessions de formation lors desquelles elle les encourage à choisir des variétés résistantes à la sécheresse, à



tenir compte des SMS qu'ils reçoivent et à envisager de diversifier leurs cultures et de se lancer dans l'élevage.

La Zambian Open University (ZAOU), qui gère le projet en Zambie, a organisé douze foires aux semences, une dans chaque district du projet, pour améliorer la sensibilisation à l'utilisation de semences résistantes à la sécheresse. Ces foires ont offert une plateforme d'échange aux entreprises semencières commerciales, aux négociants agricoles, aux agents de vulgarisation et à plus de 800 agriculteurs. « Nous avons été très heureux d'y être invités », explique John Muzondiwa, représentant commercial technique de Pannar Seeds. « Ces événements sont un excellent moyen de rencontrer un grand nombre d'agriculteurs et de leur présenter des produits comme les variétés de maïs résistantes à la sécheresse. »

Des projets régionaux tels que celui-ci requièrent l'établissement de partenariats avec des organisations apportant leurs avantages comparatifs. En Zambie, ZAOU, MUSIKA Development Initiatives et Professional Insurance (PICZ), une organisation privée, dirigent les activités du projet. Au Zimbabwe, les principaux acteurs sont la Zimbabwe Farmers Union (ZFU) et l'entreprise de téléphonie Econet Wireless. Au Malawi, la National Smallholder Farmers Association dirige les travaux en collaboration avec le Département du changement climatique et des services météorologiques et la compagnie d'assurances NICO General Insurance.

Durant la première année du projet, quelque 75 000 petits agriculteurs ont été enregistrés. Plus de 48 000 agriculteurs ont commencé à recevoir des bulletins météo et des conseils par SMS. Quelque 8 000 agriculteurs ont reçu des informations sur des variétés résistantes à la sécheresse. Plus de 400 négociants agricoles ont été formés aux pratiques agricoles intelligentes face au climat.

*Il était absolument crucial
d'impliquer le secteur public
et le secteur privé.*

*Le gouvernement voit en
nous un partenaire précieux,
si bien que le projet inspire
totalement confiance sur le
plan politique.*

KOLAWOLE UDUBOTE, DIRECTEUR
NATIONAL DU PROJET ET DOYEN DE LA
FACULTÉ D'AGRONOMIE DE LA ZAOU

Le projet doit en grande partie sa réussite à la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, ainsi qu'aux spécialistes qui ont enrichi les connaissances sur l'agriculture intelligente face au climat. « Il était absolument crucial d'impliquer le secteur public et le secteur privé », admet Kolawole Udubote, Directeur national du projet et Doyen de la faculté d'agronomie de la ZAOU. « Le gouvernement voit en nous un partenaire précieux, si bien que le projet inspire totalement confiance sur le plan politique. »

Les projets de développement vacillent souvent lorsque les donateurs s'en vont. « Nous voulons changer la donne », assure Oluyede Ajayi, Coordonnateur senior du CTA du programme agriculture et changement climatique. « L'un des meilleurs moyens d'y parvenir est de proposer un dossier d'investissement bien ficelé aux partenaires qui étaient là avant le projet et qui seront là encore après. » Comme les entreprises privées participantes ont un intérêt financier dans la réussite du projet, il y a de bonnes chances qu'elles continuent à exercer leur influence au-delà de la durée de vie du projet. 🍀



ASSURANCE : SAUVER DES VIES, PRÉSERVER LES MOYENS DE SUBSISTANCE

© Jeff Haskins

En Afrique, les changements climatiques et les régimes météo imprévisibles menacent les moyens de subsistance et la survie de dizaines de millions de petits agriculteurs, qui sont frappés de plein fouet si leurs cultures ne donnent rien ou si leur bétail meurt de faim. Un exemple : dans le nord du Kenya, des éleveurs ont perdu plus de 70 % de leur bétail à cause de la sécheresse en 2017. En Éthiopie, plus de 5 millions de personnes ont eu besoin d'aide alimentaire d'urgence et près de 2 millions de personnes ont été déplacées.

Pour empêcher ces catastrophes, il faut une panoplie de solutions, dont certaines sont décrites ci-dessus, par exemple l'adoption de variétés résistantes à la sécheresse, la création de filières plus robustes et l'accès à des conseils spécialisés et à des bulletins météo. L'assurance indicielle est un autre élément de plus en plus important pour améliorer la résilience au changement climatique.

L'assurance indicielle pour le bétail a été expérimentée pour la première fois en Afrique de l'Est, dans le nord du Kenya, en 2010. Deux ans plus tard, un dispositif similaire a été adopté en Éthiopie. Voici en deux mots le principe de fonctionnement de cette assurance. L'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) analyse des images satellitaires fournies par la NASA pour déterminer à quel moment les stocks de fourrage ne sont plus suffisants et le bétail risque de mourir. Des indemnités sont versées dès que les stocks de fourrage sont inférieurs à



un certain seuil, ce qui évite à des agents de la compagnie d'assurances de se rendre sur place pour constater si des animaux sont morts ou mourants.

Depuis son lancement en 2017, le projet CLI-MARK (voir page 27) incite les éleveurs en Éthiopie et au Kenya à assurer leur bétail. Fruits de ces efforts, le nombre d'assurés a sensiblement augmenté en Éthiopie, passant de 707 éleveurs en 2016 à 2 942 éleveurs en 2017. Les acteurs essentiels de cette réussite sont les agents et courtiers d'assurances locaux, formés grâce à l'appui financier du CTA. « Le projet CLI-MARK a été extrêmement important pour nous », explique Getaneh Erena, courtier senior à la compagnie d'assurances OIC. « Le projet est arrivé à un moment critique, lorsque nous n'avions plus de sponsors et avions besoin d'aide. »

Au Kenya, les promoteurs du projet CLI-MARK ont travaillé en étroite collaboration avec la compagnie d'assurances Takaful. Habiba Jattan, qui élève du bétail à Isiolo, a bénéficié de cette assurance. En 2016, elle a assuré 16 bovins et 20 chèvres et a reçu une indemnité de 150 000 shillings (1500 euros) lorsque les stocks de fourrages sont tombés sous un seuil fixé. On lui a demandé ce qu'elle ferait si la météo était favorable pendant plusieurs années et si elle ne recevait pas d'indemnité. Elle a répondu : « Je prendrais quand même l'assurance car j'ai eu beaucoup de chance de l'avoir. »

Le projet phare du CTA en Afrique australe, le projet d'agriculture intelligente face au climat (voir page 29), encourage les agriculteurs à assurer leurs cultures. Au Zimbabwe, le projet a bénéficié des services déjà fournis aux agricul-

Depuis son lancement en 2017, le projet CLI-MARK incite les éleveurs en Éthiopie et au Kenya à assurer leur bétail.

teurs par la Zimbabwe Farmers Union (ZFU) et Econet Wireless. Ces organisations ont créé un produit remarquable, EcoFarmer Combo, que les agriculteurs paient 1 dollar par mois. Ce produit, qui fait dire que « le dollar fait des miracles », a trois composantes : une assurance obsèques, un éventail de services de la ZFU et une assurance météo indicielle. Au milieu de l'année 2018, l'aide du CTA a permis d'organiser 66 sessions de formation en 30 endroits pour promouvoir l'assurance. En juillet, plus de 10 725 agriculteurs avaient déjà souscrit à l'EcoFarmer Combo au Zimbabwe.

Un autre projet du CTA encourage des agriculteurs à s'assurer : le projet Services d'information ICT4Ag axés sur le marché et gérés par les utilisateurs (MUIIS) (voir page 16). Les agriculteurs abonnés aux services MUIIS reçoivent des conseils et des alertes météo sur leur téléphone portable et peuvent contracter une assurance indicielle. Pour de nombreux abonnés, l'assurance est une composante essentielle de ces services. « Si je n'ai pas une bonne récolte de maïs à cause de la sécheresse, comme l'année passée, je serai indemnisée », explique Robinah Nasjamma, une agricultrice du district de Zirombe. Pour elle, comme pour un nombre croissant d'autres agriculteurs, l'assurance indicielle devient un filet de sécurité important dans le combat pour s'adapter au changement climatique. 🍃

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES DANS L'AGROBUSINESS

Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'agriculture dans les pays ACP. Cependant, ce sont souvent les hommes, et non les femmes, qui mènent les activités les plus rentables le long des chaînes de valeur agricoles. Les activités du CTA liées à l'égalité hommes-femmes se concentrent sur les investissements nécessaires pour promouvoir le développement d'entreprises agricoles dirigées par des femmes. L'expérience montre que leurs revenus augmentent de façon substantielle lorsqu'elles bénéficient d'un meilleur accès aux marchés et d'une assistance technique.





L'EMANCIPATION DES FEMMES DANS L'AGROBUSINESS

©Georgina Smith/CIAT

En 2018, le CTA a lancé un nouveau projet, VALUE4HER, qui vise à renforcer les entreprises agroalimentaires de femmes en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest, et dans les Caraïbes.

Je pense que cette initiative fera une vraie différence dans la vie de beaucoup de femmes et les aidera à se lancer dans l'entreprise pour générer le plus de profits», déclare Sabdiyo Dido Bashuna, conseillère technique senior pour les chaînes de valeur et l'agrobusiness au CTA. D'une durée de deux ans, ce projet entend aider 100 grandes entreprises gérées par des femmes à accéder à des marchés à haute valeur ajoutée, ce qui aura un effet positif sur 10 000 moyennes entreprises agroalimentaires et 50 000 femmes.

Le projet se divise en trois composantes. Les deux premières, qui seront lancées en 2019, sont conçues pour aider les entreprises agroalimentaires gérées par des femmes à accéder aux marchés agricoles à haute valeur ajoutée. D'une part, elles offriront aux femmes un accès aux informations sur les marchés et sur les prix et, d'autre part, elles les formeront et leur offriront les compétences nécessaires pour améliorer les performances de leur entreprise.




L'une des principales activités de 2018 a été de concevoir et développer un portail numérique d'informations sur l'agrobusiness pour les agricultrices en Afrique.

La troisième composante vise à renforcer les capacités des femmes à gérer et élargir leur entreprise en améliorant leurs compétences, leurs connaissances et leur réseau.

L'une des principales activités de 2018 a été de concevoir et développer un portail numérique d'informations sur l'agrobusiness pour les agricultrices en Afrique. Ce portail a pour but de combler les lacunes en matière d'informations qui désavantagent les femmes sur les marchés agricoles. Un appel a été lancé pour inviter les entreprises agroalimentaires de femmes d'Afrique de l'Est et australe à s'inscrire. D'ici le début 2019, 350 agricultrices s'étaient enregistrées. Le portail est en cours de construction. Les agricultrices bénéficieront de services adaptés, allant d'informations sur les marchés et sur les entreprises à des formations ciblées et des modules de développement personnel. En outre, des bailleurs et d'autres prestataires de services commerciaux pourront atteindre ces agricultrices.

En 2018, le CTA et son principal partenaire sud-africain, l'African Women Innovation and Entrepreneurship Forum (AWIEF), ont organisé un événement international qui a présenté des bonnes pratiques en entrepreneuriat – plus précisément en agricultriciat – féminin. Ils ont aussi lancé les prix de l'agricultrice de l'année (Women Agripreneur of the Year Awards, WAYA) de VALUE4HER, qui récompensent les femmes qui ont excellé dans différents secteurs de la chaîne de valeur agricole. La cérémonie de remise des prix a eu lieu au Cap (Afrique du Sud) lors de la 4^e conférence de l'AWIEF.

Les trois entreprises gagnantes avaient des tailles et des âges différents. Exotic EPZ Ltd, une entreprise kényane, travaille directement avec des petits producteurs de noix de macadamia et de trois huiles différentes pour maximiser leurs rendements et leurs profits. Elgin Free Range Chickens, créée il y a 20 ans, est désormais l'une des plus grandes entreprises du genre en Afrique du Sud. Agrisolve, au Ghana, collabore avec des petits exploitants pour améliorer leur accès aux intrants et aux technologies, ainsi qu'à des marchés garantis pour leurs produits. Le CTA a remis des trophées, des certificats et d'importants prix en espèces à ces trois lauréats.

Selon Irene Ochem, Directrice générale de l'AWIEF, ces gagnants et les autres candidats servent d'exemple aux autres agricultrices. « Les prix ont récompensé des femmes qui ont excellé et fait preuve d'un esprit d'innovation incroyable dans leur entreprise », déclare-t-elle. « Nous espérons que cette cérémonie de remise des prix motivera les personnes déjà actives dans ce secteur à faire encore mieux, encouragera davantage de femmes à se lancer dans l'agrobusiness et contribuera à changer la perception de la capacité des femmes à créer et à développer une entreprise fructueuse. » 

TIRER LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

Les projets de développement se terminent souvent sans que les participants n'aient le temps d'en analyser les leçons et de s'assurer que les activités auront un impact durable. Un projet de trois ans, mis en œuvre par le CTA et financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), a été lancé en 2016 pour résoudre ce problème. Le projet « Capitalisation de l'expérience au service du développement rural » aide les personnes et les organisations à réfléchir à leurs activités, à écrire leurs expériences et à inciter d'autres acteurs à faire encore mieux.





TIRER LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

© CTA

En 2016 et 2017, le CTA et ses partenaires ont organisé des ateliers de capitalisation de l'expérience dans les régions ACP ainsi qu'en Asie du Sud-Est, en Inde, au Népal et en Amérique latine. Deux ateliers ont été organisés dans chaque région. Lors du premier atelier, les participants ont choisi les expériences sur lesquelles ils allaient se concentrer et en ont analysé les enseignements de manière détaillée. Le second atelier était consacré à la rédaction et à la présentation de textes et à la préparation de plans d'actions. En 2018, le CTA et le FIDA ont produit six publications sur la capitalisation de l'expérience. De nombreux participants ont ainsi eu pour la première fois l'occasion de présenter leurs expériences à un plus large public.

Les expériences concernent un large portefeuille d'activités. Les ateliers de capitalisation

organisés en Afrique de l'Est en 2018 se sont concentrés sur les partenariats publics, privés et de producteurs. Un projet visait à sensibiliser aux meilleures pratiques post-récolte du maïs au Rwanda. Un autre avait pour but d'améliorer l'accès au marché des producteurs de fruits et légumes à Zanzibar. Enfin, des projets visaient à promouvoir la production de soja en Ouganda ou à favoriser un « corridor » de croissance agricole en Tanzanie.

« Le projet du CTA avait pour objectif de valider l'approche de capitalisation de l'expérience », explique Jorge Chavez-Tafur, Coordinateur de programme adjoint pour la gestion des connaissances au CTA. « Nous voulions démontrer qu'il était possible de capitaliser l'expérience, que cette activité n'était pas coûteuse, ne nécessitait pas un consultant externe ni d'y consacrer beaucoup de temps. »



Nous voulions démontrer qu'il était possible de capitaliser l'expérience, que cette activité n'était pas coûteuse, ne nécessitait pas un consultant externe ni d'y consacrer beaucoup de temps.

JORGE CHAVEZ-TAFUR, COORDINATEUR
DE PROGRAMME ADJOINT POUR LA
GESTION DES CONNAISSANCES AU CTA

De nombreux partenaires du CTA estiment que ces ateliers ont eu un impact réel. Par exemple, l'expérience acquise par le Savannah Young Farmers Network, au nord du Ghana. Grâce aux ateliers organisés en 2017 par le CTA en Afrique de l'Ouest, le directeur exécutif, Moses Nganwani Tia, a pu évaluer une initiative phare du réseau visant au développement et à l'inclusion des jeunes dans l'agrobusiness, Innovation Hub (i-Hub).

En 2016, dix agriculteurs ont manifesté leur intérêt pour l'utilisation d'iHub, leur objectif étant de développer le secteur de l'apiculture dans la région de l'Upper East. Avec l'appui d'un fonds d'adaptation au changement climatique, l'Association des apiculteurs de Timonde a créé chaque année 52 ruches d'une capacité de production annuelle de miel de 450 kg. Selon Moses, l'atelier de capitalisation de l'expérience et les leçons tirées de l'analyse des activités d'iHub dans le domaine de la production de miel ont joué un grand rôle dans le développement du secteur apicole. Quelque 377 femmes se sont ainsi lancées dans l'apiculture dans six villages du pays. Le PNUD, la Banque mondiale et le ministère de l'environnement font désormais la promotion de l'apiculture, la présentant comme une activité aidant les communautés à améliorer leur résilience au changement climatique.

Un des résultats les plus intéressants : le CTA est désormais un utilisateur enthousiaste de cette approche. En 2018, une série d'ateliers de capitalisation de l'expérience a réuni le personnel et des partenaires du CTA. Les ateliers ont mis l'accent sur les domaines thématiques du CTA, à savoir la jeunesse, les TIC et la numérisation, l'agriculture intelligente face au climat et l'égalité hommes-femmes.

En octobre 2018, le projet a organisé une réunion des facilitateurs au siège du FIDA à Rome (Italie). Vingt-huit facilitateurs, qui avaient effectué leur propre exercice de capitalisation d'expérience au cours des deux dernières années, y ont participé et ont apporté leur appui à d'autres participants. Cette réunion a permis aux participants de réfléchir aux aspects à prendre en compte, avant et pendant le processus de capitalisation. Ils ont aussi discuté d'un guide de l'animateur et l'ont validé. Celui-ci sera publié début 2019. « Je pense que le processus de capitalisation de l'expérience a maintenant pris son envol et que beaucoup de ceux qui ont bénéficié de nos ateliers continueront de l'utiliser et de le promouvoir après la fin de notre projet en 2019 », conclut M. Chavez-Tafur. 🍯







MEMBRES DU PERSONNEL EN 2018

DIRECTION

Michael Hailu,
Directeur

Deborah Kleinbussink,
*Chargée de direction/Secrétaire
du Conseil d'Administration*

Josina Leguit
*Assistante administrative
et de recherche*

BUREAU DE BRUXELLES

Isolina Boto,
*Responsable
du bureau de Bruxelles*

Lebo Mofolo,
*Chargée des Briefings
sur le développement*

EQUIPE AGRI-ENTREPRISES & CHÂÎNE DE VALEUR

Piet Visser,
*Leader Agri-entreprises
& chaînes de valeur*

Mariam Kadzamira,
*Chargée en Changement
climatique*

Oluyede Ajayi,
*Coordinateur de programme
senior/Agriculture &
Changement climatique*

Armelle Degrave,
*Chargée de la Coordination
administrative*

Sabdiyo Dido Bashuna,
*Coordinatrice de programme
senior/Chaînes de valeur &
Agro-entreprise*

Caroline Andriessen,
Assistante de projet

Vincent Fautrel,
*Coordinateur de programme
senior/Chaînes de valeur*

Félix Nkwetta Ajong,
Assistante de projet

Judith Ann Francis,
*Coordinatrice de programme
senior/Politiques S&T*

Angeles Salvador,
Assistante de projet

Maité Zammattio,
Assistante de projet

ÉQUIPE TIC POUR L'AGRICULTURE

Benjamin Addom,
*Leader TIC pour
l'agriculture*

Chris Addison,
*Coordinateur de programme
senior/Données pour
l'agriculture*

Ken Lohento,
*Coordinateur de programme
senior/TIC pour l'agriculture*

Giacomo Rambaldi,
*Coordinateur de programme
senior/TIC pour l'agriculture*

Hermann Tossou,
*Chargé de projet TIC
pour l'agriculture*

Marion van Boven,
Assistante de projet

Arnoldine Stals
Assistante de projet

ÉQUIPE COMMUNICATION

Toby Johnson,
Leader Communication

Stéphane Gambier,
*Coordinateur de programme
senior/Communication*

Thierry Lewyllie,
*Coordinateur de programme/
Web*

Murielle Vandreck,
*Coordinatrice de programme/
Publications*

Bertil Videt,
*Coordinateur de programme/
Communication et marketing*

Olivier Hersperger,
Responsable du contenu web

Anne Legroscollard,
Chargée de Communications

Mirjam Bos,
Assistante administrative

Evelyne Kort-Nerinx,
Assistante administrative

Gabriela Gonçalves Bahre,
*Assistante / traitement-
des données*

Husna Yagoub,
*Assistante / traitemen
des données*

UNITÉ APPRENTISSAGE, SUIVI ET ÉVALUATION

Ibrahim Khadar,
Chef d'unité

Tarikua Getachew
Woldetsadick,
*Chargée d'apprentissage,
suivi et évaluation*

Aurélie Reynier,
*Chargée de suivi
et évaluation*

Raya Dekkers,
Assistante administrative

Krishan Bheenick,
*Coordinateur de programme
senior/Gestion des connaissances*

Merche Rodriguez
Assistante de projet

MEMBRES DU PERSONNEL
EN 2018

CONTRÔLE FINANCIER

Seema Shahi,
*Auditeur interne /
Responsable du Contrôle
financier*

Perry Pahladsingh,
*Auditeur interne / Responsable
du Contrôle financier*

SERVICES
GÉNÉRAUX

Thierry Doudet,
Chef des Services généraux

Peter Albers,
Chef des Finance

Christine Webster,
*Responsable senior
des achats et des subventions*

Serge Adolph,
Aide-comptable

Igor Biskupic,
Coordinateur TIC

Marco Van Maurik,
Aide-comptable

Louis Kolkman,
Technicien informatique

RESSOURCES
HUMAINES
& ADMINISTRATION

Pascal Deleu,
*Chef des Ressources humaines
et de l'Administration*

Adrianus Biemans,
Huissier

Christèle Coutureau,
*Chargée des ressources
humaines*

Thomas Mendo-Essiane,
Messenger/chauffeur

Julia Nijhof,
*Assistante aux ressources
humaines*

Manuela van Betuw,
Réceptionniste

Ellen van Dijk,
Assistante administratif

**MEMBRES
DU PERSONNEL
RATTACHÉS À DES
PROJETS**

Gian Nicola Francesconi,
*Conseiller technique
senior/Développement de
l'entreprenariat coopératif
agro-alimentaire*

Carol Kakooza,
*Coordinatrice du projet MUIIS
(Uganda)*

Chipo Msengezi,
*Coordinatrice du projet
GODAN Action*

Emil Jejov,
*Chargé opérationnel du projet
Systèmes alimentaires des îles
du Pacifique*

Jorge Chávez-Tafúr,
*Coordinateur du projet
Capitalisation des expériences*

Jana Dietershagen,
*Chargée technique junior,
projet Systèmes alimentaires
des îles du Pacifique*

STAGIAIRES

Christel Kenou
Marc Bappa Se
Constance Barbou des Courières
Christelle Amarin
Yanick Bakker
Osseni Senou

Joash Moitui
Oluwaseun Adedeji
Jemima Afari-Kwarteng
Hilda Mirembe
Shari-Ann Palmer
Imelda Aniambossou

**MEMBRES DU PERSONNEL
EN 2018****MEMBRES
DU PERSONNEL
AYANT QUITTÉ LE
CTA EN 2018**

Lia Baruffa,
*Assistante sur le projet
Capitalisation des
connaissances (janvier 2018)*

Gian Nicola Francesconi,
*Conseiller technique
senior/Développement de
l'entrepreneuriat coopératif
agro-alimentaire (juillet 2018)*

Seema Shahi,
*Auditeur interne /
Responsable du Contrôle
financier (mars 2018)*

Krishan Bheenick,
*Coordinateur de programme
senior/Gestion des
connaissances (août 2018)*

Mona Regad,
*Assistant administrative
et de recherche (juin 2018)*

Peter Albers
*Chef des Finances
(novembre 2018)*

STAGIAIRES

Kristel Kenou

Marc Bappa Se



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des Etats du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans le cadre des Accords de Cotonou et est financé par l'UE.

Ce document est produit avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du CTA et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant les positions de l'Union Européenne.

WWW.CTA.INT

